

Communiqué de l'évêque d'Ajaccio

Ajaccio, le 14 janvier 2008

L'Eglise, dans sa doctrine sociale, est attachée à la démocratie dans la mesure où celle-ci offre un cadre qui permet, grâce à la liberté d'expression et au dialogue avec toutes les composantes de la société, « d'interpréter le bien commun dans la perspective du bien effectif de tous les membres de la communauté civile, y compris de ceux qui sont en position de minorité. » (*Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise*, n° 169)

L'évêque de Corse ne peut que condamner avec fermeté et tristesse, la violence qui s'est exprimée lors des événements de samedi dernier à Ajaccio et qui a dégradé, en particulier, un lieu d'expression de la démocratie en Corse et qui en est le symbole

Les exactions qui ont détruit une partie des locaux de l'Assemblée Territoriale de Corse ont plongé la majorité des corses dans le désarroi, parfois la colère, en tout cas dans la crainte de voir reculer la perspective de vraies solutions à apporter aux difficultés que connaît la Corse. Certaines de ces solutions se font déjà jour dans les nouvelles initiatives de dialogue initiées récemment.

Face à la violence éthiquement condamnable et politiquement contreproductive, le risque serait grand, pourtant, de pratiquer l'amalgame entre tous les militants nationalistes qui manifestaient et la petite poignée d'extrémistes qui ont eu recours à la violence. Ce serait faux et injuste. Prenons garde à ne pas décourager les efforts des élus, des militants politiques de tous bords, ainsi que de nombreux citoyens résolus à progresser sur la voie du dialogue social et du débat démocratique. L'enfermement de la société corse dans le cercle vicieux « recours à la violence / répression » ne pourrait que compromettre le traitement des questions urgentes qui se posent à son avenir.

Il n'appartient pas à l'Eglise catholique en Corse de proposer des solutions politiques. Nous redisons notre confiance et notre estime à ceux et celles qui sont engagés dans l'action publique, font vivre la démocratie et préparent l'avenir. Cependant, au nom de l'Evangile qui révèle le projet de Dieu de rassembler l'humanité dans l'harmonie de l'amour, dans la justice et dans la paix, j'en appelle aux responsables de notre société. Qu'ils puissent prendre des initiatives fortes et généreuses pour que ceux et celles qui croient en l'avenir de la Corse et sont prêts à y travailler activement, puissent se parler, entrer en débat sur les questions soulevées et se mobiliser pour construire des projets qui serviront l'intérêt général et le bien commun. L'Eglise en Corse cherche et cherchera à rendre possible l'indispensable dialogue, à réduire ce qui nous divise, à contribuer à créer une dynamique différente, celle de la paix.

Les chrétiens continuent, comme ils l'ont fait le 29 novembre dernier, d'implorer le Seigneur et la Vierge Marie, Reine de la Corse, pour que la violence soit éradiquée des cœurs comme des relations sociales. Repousser ou refuser le dialogue, ce serait préparer des lendemains incertains et malheureux. Ce serait abandonner l'espace social à ceux qui, actuellement, recourent à une violence qui est une impasse. Je confie à Dieu le souhait de voir rapidement progresser la négociation et le dialogue dont la Corse et les corses ont un urgent besoin pour sortir de la violence, retrouver le calme pour surmonter ensemble les difficultés et renaître à l'espérance en l'avenir.

+ Jean-Luc BRUNIN.
évêque d'Ajaccio